

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2401 - 8 août 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Hollande, Valls et la rentrée

**Des cadeaux
pour le patronat,
des coups pour
les travailleurs**

Gaza écrasée

Soutien au peuple palestinien !

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Hollande et la guerre de 1914-1918 : mensonges
- CV anonyme
- Régularisation fiscale
- p. 5 ■ Chômage longue durée
- Baisse du taux du livret A
- CICE : aubaine pour le patronat
- Haro sur les dépenses des collectivités publiques
- Île de la Réunion : patronat parasitaire
- p. 9 ■ Les inégalités ne prennent pas de vacances
- Hôtels de luxe
- Redevance télévision
- Garderies scolaires-Limoges
- p. 12 ■ Scolarisation des enfants et inégalité
- Le collectif Bara contre les expulsions

Dans le monde

- p. 6-7 ■ Gaza : le visage de l'ordre impérialiste
- Critiquer la politique d'Israël : rien à voir avec l'antisémitisme
- Argentine : chantage au défaut de paiement
- Libye : au pouvoir des bandes armées
- Ebola : maladie de la lisère
- Sida
- p. 12 ■ États-Unis : Obama reconnaît la torture
- Portugal : faillite évitée : jusqu'à quand ?

Dans les entreprises

- p. 10 ■ StoraEnso-Corbehem
- Allocations familiales du Val-de-Marne
- SNCF
- Centre hospitalier Belfort-Montbéliard-Audincourt
- p. 11 ■ Air France
- Continental Automotive - Toulouse
- Communauté d'agglomération d'Évry-Essonnes
- Biscuiterie Jeannette - Caen

Il y a cent ans

- p. 8 ■ Août 1914 : la faillite des partis socialistes

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis déjà un mois et jusqu'à la fin d'août, les militants de Lutte Ouvrière viennent à votre rencontre dans toutes les régions du pays. Pour mieux comprendre la situation actuelle dans le monde et dans le pays, ce ne sont pas les sujets à discuter qui manquent.

Il y a Gaza et les causes de cette guerre qu'il faut comprendre. Où se trouvent les responsabilités, celles d'Israël et des grandes puissances ? En ces jours de commémorations du début de la Première Guerre mondiale, ne faut-il pas se demander pourquoi cela a été

possible et dénoncer la responsabilité du système capitaliste qui en est à l'origine ?

Il nous faut aussi discuter de la situation qui est faite aux travailleurs, du chômage et de la précarité qui atteignent des records, les salaires qui baissent. Les travailleurs n'y sont pour rien, c'est la classe capitaliste qui veut faire payer à tous les conséquences de la crise de son système.

Alors pour discuter de tous ces sujets et de bien d'autres encore, venez nous rencontrer dans nos villes-étapes dont nous publions la liste ci-dessous.

Manche Mayenne

- Jeudi 7 août :**
Mayenne / Château-Gontier
- Vendredi 8 août :**
Fougères / Vitré
- Samedi 9 août :** Laval

Loire - Drôme

- Jeudi 7 août :**
Valence
- Vendredi 8 août :**
Romans
- Samedi 9 août :**
Montélimar

Aquitaine

- Lundi 11 août :** Agen
- Mardi 12 août :** Marmande
- Mercredi 13 août :** Périgueux
- Jeudi 14 août :** Bergerac
- Vendredi 15 août :** Libourne
- Samedi 16 août :** Brive

Provence

- Lundi 11 août :** Avignon
- Mardi 12 août :** Nîmes
- Mercredi 13 août :**
Salon-de-Provence
- Jeudi 14 août :** Aix-en-Provence
- Vendredi 15 août :** Vitrolles
- Samedi 16 août :** Arles



Au sommaire de Lutte de classe n° 161 (juillet-août 2014)

- L'impérieuse nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière
- L'économie capitaliste en route vers la prochaine crise financière
- Automobile : L'offensive patronale et les intérêts des travailleurs
- Allemagne : La première économie du continent serait-elle responsable de la crise ?
- Irak : Une guerre civile produit de décennies de manœuvres impérialistes
- Afrique du Sud : Après les élections du 7 mai : discrédit de l'ANC et combativité ouvrière
- Côte d'Ivoire : Pendant que le pouvoir parle de stabilité politique et de reprise économique, où en est la situation des classes populaires ?
- États-Unis : Henry Ford : génie industriel et exploiteur féroce
- Annexe : Résultats des élections européennes en France

Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal août 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Ne te demande pas pour qui sonne le tocsin : il sonne pour toi !

Pendant que la télévision nous abreuve d'images des cérémonies de commémoration de la Première Guerre mondiale, avec accolades de chefs d'État et discours mielleux sur la paix et l'entente entre les peuples, le territoire de Gaza, cette prison à ciel ouvert pour le peuple palestinien, est depuis un mois écrasé sous les bombes. L'armée israélienne, forte de sa supériorité technique et surtout du soutien des grandes puissances, ne fait même plus semblant : elle bombarde écoles et hôpitaux, elle mitraille femmes et enfants pour semer la terreur dans toute la population. Hollande a eu le cynisme de donner en exemple la réconciliation franco-allemande ! Comme si ce qui se passe au Moyen-Orient était de la faute des peuples !

Ce que la situation au Moyen-Orient a de spécifique n'est en rien dû aux peuples mais à l'importance stratégique et économique de cette région gorgée de pétrole que les grandes entreprises pétrolières se disputent depuis des décennies. Leurs représentants politiques à la tête des grandes puissances, anglaise, française, américaine, dressent depuis des décennies les États de la région les uns contre les autres afin de mieux préserver leur domination.

L'État d'Israël joue un rôle particulier dans ce dispositif en tant que principal gendarme de la région. Les dirigeants de l'État d'Israël assument la responsabilité la plus directe dans la transformation du peuple palestinien en paria dans son propre pays, et des jeunes Israéliens en assassins en uniforme. L'État d'Israël n'agit pas seulement pour son propre compte, mais autant et plus pour le compte des grandes puissances occidentales dont les trusts tirent profit des richesses du sous-sol en pétrole comme de la vente d'armes.

Les autres États du voisinage, arabes ceux-là, ne valent pas mieux. Les multinationales concèdent à leurs dirigeants de quoi vivre dans l'opulence pendant que leurs peuples crèvent dans la misère. Faut-il le rappeler, si le blocus est imposé à Gaza par Israël, il l'est, aussi, par l'Égypte.

Si la situation au Moyen-Orient a quelque chose de spécifique, elle est en même temps le symbole et le résumé de la domination de la grande bourgeoisie capitaliste sur le monde. Les grandes sociétés financières pataugent partout dans le sang.

À côté des guerres au Moyen-Orient, en Israël-Pa-

lestine, mais aussi en Irak, en Syrie, combien d'autres en Afrique, de la Libye au Zaïre en passant par le Mali, la Centrafrique ? Les puissances impérialistes ont imposé partout leur domination par la violence directe ou indirecte. Elles la maintiennent partout en jouant sur les oppositions nationales, ethniques, religieuses. Même si, bien souvent, le résultat de leur politique les déborde et qu'elles finissent par ne plus maîtriser les catastrophes qu'elles ont provoquées, elles en sont responsables.

Tout le mécanisme du système capitaliste mondial est bâti comme cela : des guerres et des massacres là où se situent les richesses en matières premières, pour qu'à l'autre bout du monde, dans les sièges feutrés des grands trusts à New York, Londres, Paris, leurs dirigeants puissent ajouter des milliards aux milliards afin d'être gaspillés en luxe inouï pour une minorité ou dilapidés dans la spéculation.

À nous, travailleurs de ce pays, d'être conscients que ceux qui meurent à Gaza ne sont pas seulement les représentants du Hamas qui reproduisent à petite échelle le terrorisme en grand de l'État d'Israël, mais des ouvriers, des pêcheurs et surtout des chômeurs. C'est-à-dire les nôtres.

Ici, en France, le grand capital se contente de nous exploiter et, en cette période de crise, de nous pousser vers le chômage et l'appauvrissement. Disons-nous bien que, malgré la comédie cérémonielle que jouent les crapules hypocrites qui dirigent le monde, ce qui se passe à Gaza n'est pas si loin de nous. Les reportages rétrospectifs consacrés au déclenchement de la Première Guerre mondiale montrent avec quelle rapidité des millions d'ouvriers, de paysans ont été mobilisés pour être transformés en chair à canon. Huit millions de morts de la Grande Guerre, non pas pour la patrie, mais pour permettre aux grands fauves capitalistes rivaux d'accroître leur part de la dépouille de leur victime.

Gaza, c'est le présent de deux peuples : l'un massacré, l'autre transformé en assassin. Mais c'est aussi, peut-être, notre avenir. Car, comme le disait Jean Jaurès il y a un siècle, « *le capitalisme porte la guerre en lui comme la nuée porte l'orage* ». Le capitalisme n'est pas devenu meilleur depuis, mais nuisible à une plus grande échelle encore. L'humanité ne connaîtra la paix qu'avec la fin du capitalisme.

• Valls maintient le cap

Droit debout pour le patronat !

À l'issue du séminaire gouvernemental de l'Élysée du 1^{er} août, où les ministres, juste avant leur départ en vacances, disaient préparer la rentrée, le premier d'entre eux, Valls, a réaffirmé que la politique du gouvernement ne changerait pas : « *Notre politique ce sera le pacte de responsabilité, tout le pacte, et encore*

plus loin que le pacte, car c'est grâce à lui et au crédit d'impôt compétitivité que nous pourrions renforcer notre économie. » Les patrons auront donc encore plus que les 40 milliards du pacte de responsabilité et les millions dont ils bénéficient au titre du crédit d'impôt. Pour les travailleurs, ça ira aussi plus loin encore, avec

la perspective de nouvelles mesures d'austérité

En un mot Valls et Hollande, qui ne disait pas autre chose dans son interview du 14 juillet, demandent à la population de se serrer la ceinture pour un hypothétique « retour de la croissance » auquel ils ne croient pas eux-mêmes puisque Valls annonce déjà « une

rentrée difficile en matière de conjoncture économique ».

Alors méthode classique, il fait mine de chercher un responsable ailleurs qu'à Paris... en accusant la Banque centrale européenne de ne pas faire ce qu'il faudrait pour relancer l'économie.

Hollande et Valls sont pourtant responsables de cette politique catastrophique

qui a amené à un chômage de masse, à une précarité qui explose et à une diminution du niveau de vie de tous ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi. À la rentrée, il en sera de même, nous annonce Valls : toujours plus pour les patrons, encore moins pour les travailleurs. On est prévenu. Il faudra se défendre !

Cédric DUVAL

• Hollande et la guerre de 1914-1918

Les mêmes mensonges qu'il y a un siècle



Les images de Hollande participant aux commémorations du début de la Grande Guerre, autrement appelée la première boucherie mondiale, ont envahi les médias. Ses discours, dont l'objet était de rehausser sa popularité plus que de commémorer quoi que ce soit, se sont situés tout à fait dans la lignée

n'aurait jamais parlé comme lui, a vanté le « sacrifice » et le « courage inouï » des soldats de 1914-1918. Comme si ces derniers avaient voulu la guerre et avaient eu le choix ! Mobilisés, ceux qui refusaient de partir ou qui étaient accusés d'abandon de poste risquaient d'être envoyés au mieux en prison,

de la propagande et des mensonges infligés à l'époque aux soldats et aux peuples.

Hollande, le « socialiste » sifflé en avril dernier par des habitants de Carmaux, la ville de Jaurès, où certains lui ont jeté au visage que Jaurès

plus souvent en première ligne, voire d'être condamnés à mort par les tribunaux militaires.

Les responsables de la guerre selon Hollande ? Les « égoïsmes nationaux », ou, pour reprendre les termes de son homologue allemand, « la lutte d'une culture contre une autre ». Ils n'ont rien dit et ne voulaient rien dire sur les enjeux du conflit, sur la rivalité entre les États impérialistes et, en particulier, le partage des colonies. Si le nationalisme était encouragé et exalté par tous les belligérants, ce n'était pas une sorte d'aveuglement mais parce que c'était le moyen d'embrigader les peuples dans une guerre où primaient les intérêts des bourgeoisies rivales.

Aujourd'hui ce sont les

mêmes phrases, les mêmes propos qu'Hollande régurgite quand il insiste sur la nécessité de « célébrer le patriotisme » ou quand il vante « une Europe qui ne dilue pas la nation ». C'est que les phrases tricolores sur l'unité de la nation, la défense des valeurs nationales ou autres servent encore aujourd'hui à fourvoyer les peuples pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Les commémorations rappellent que les impérialismes, responsables de la guerre mondiale il y a cent ans comme des conflits actuels à travers le monde, n'ont toujours que des mensonges à offrir aux travailleurs par la voix de ses représentants, fussent-ils de gauche.

Pierre MERLET



Carte postale de l'époque

• CV anonyme

L'art de voter des lois sans les appliquer

Le conseil d'État a sommé le gouvernement de publier dans les six mois les décrets d'application d'une loi, votée en 2006, qui rend obligatoire le curriculum vitae anonyme dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Le CV anonyme, sur lequel ne figurent ni la photo du demandeur d'emploi, ni son nom, sa nationalité, son adresse, son sexe ou son âge, est censé permettre de lutter contre les discriminations à l'embauche. Ces discriminations sont une réalité. Selon une étude de l'Ifop commandée par le gouvernement et publiée en octobre 2013, environ un tiers des demandeurs d'emplois déclaraient en avoir déjà été victimes.

Le CV anonyme n'offre certes qu'une protection bien

illusoire contre les discriminations. Même s'il permettait aux travailleurs d'origine étrangère, âgés ou aux femmes enceintes d'obtenir plus facilement des entretiens d'embauche, il viendra bien un moment où ils ne seront plus du tout anonymes. Qu'est-ce qui empêchera alors un patron raciste de leur expliquer qu'ils n'ont pas le profil ? Reste que cela lui sera plus difficile face à un demandeur d'emploi ayant déjà franchi quelques étapes.

En tout cas, il y a dix ans que ce fameux CV anonyme traîne sur les bureaux des ministères. D'abord proposé par le gouvernement Raffarin en 2004, puis écarté par les députés à majorité UMP, il a été finalement adopté en 2006, en même temps que la loi sur « l'égalité des chances ». À chaque fois, le patronat a fait savoir qu'il ne voulait pas du CV

anonyme, qu'il s'agissait d'une « fausse bonne idée », et qu'il n'était pas question qu'on lui impose quoi que ce soit en matière de recrutement. Et comme par hasard, les décrets d'application de la loi n'ont jamais été publiés par les gouvernements successifs. Celle-ci est donc restée lettre morte.

Après la mise en demeure du conseil d'État, le gouvernement Hollande a annoncé qu'un « groupe de travail » serait mis en place dès la rentrée avec les « partenaires sociaux » pour « assurer la meilleure application de la loi de 2006 » et « évaluer l'efficacité » des différents dispositifs de lutte contre les discriminations. Il y a gros à parier que les décrets d'application du CV anonyme vont encore attendre...

Nicolas MANNE

• Régularisation fiscale

Un cadeau de plus aux nantis

Michel Sapin, le ministre des Finances, s'est auto-congratulé d'avoir fait entrer 1,3 milliard d'euros dans les caisses de l'État grâce au retour en France de capitaux placés en fraude sur des comptes bancaires à l'étranger. Et pour essayer de démontrer que le gouvernement socialiste est soucieux de justice sociale, il a souligné que cet argent allait financer les réductions d'impôts des plus modestes.

Ce conte pour enfant aura bien du mal à faire oublier les déclarations de Sapin, début juin, cajolant « notre amie la finance », ni sa présence à la prochaine université d'été du Medef pour y recevoir les cahiers de doléances du grand patronat. En réalité, quelle que soit la façon dont il présente les

choses, sa volonté persiste de ne pas vouloir s'en prendre à la bourgeoisie.

Le milliard récolté par l'État le prouve amplement puisqu'il n'est qu'une goutte d'eau, rapporté aux 28 milliards rapatriés par les fraudeurs repentis. Certes ce ne sont pas là les plus grands bourgeois qui ont bien d'autres moyens d'échapper au fisc. Mais les fraudeurs millionnaires vont quand même pouvoir, en s'acquittant d'une taxation d'à peine 3%, à nouveau se lancer tout à fait légalement dans des placements qu'ils espèrent lucratifs.

La régularisation en cours n'est qu'une opération de blanchiment organisée par l'État au profit des classes riches.

Gilles BOTI

fil rouge

Stupéfiants, les gars de la brigade des stups !

Il y a de vrais cracks Quai des Orfèvres à Paris. Un brigadier du service chargé de la lutte contre le trafic de drogue aurait dérobé 52 kilos de cocaïne dans un local hautement sécurisé, à la barbe de tout le monde. Cinquante-deux kilos à bout de bras, il faut le faire.

Son butin est évalué à deux millions d'euros. Pas mal pour un seul individu, mais minable comparé aux 40 milliards accordés au patronat au titre du Pacte de responsabilité.

Les suspects de ce détournement de fonds colossal sont identifiés, mais ni Valls, ni Hollande, ni leurs complices parlementaires ne sont poursuivis.

Quand Juppé fait payer les musées gratuits

La municipalité de Bordeaux vient de décider, avec l'approbation de la gauche municipale, d'annuler la gratuité des collections permanentes qui existait depuis 2005 pour les musées municipaux. Il en coûtera dorénavant 4 euros par visiteur.

Les prétextes avancés par le maire Alain Juppé sont que les budgets sont « un peu justes en ce moment » et qu'il n'y a pas de « corrélation entre gratuité et fréquentation ». Mais il y a bien « corrélation » entre faire les poches des visiteurs et la politique d'austérité qui met tous les budgets publics au plus bas.

Pratiques magiques

Dimanche 3 août à Basses-Vigneulles, dans la Moselle, un archiprêtre (pas moins !) a béni 150 véhicules, dont une carriole tirée par des ânes. Il paraît que cela se fait depuis 1954... sans effet apparent sur les accidents de la route.

Il faut dire que pour diminuer les accidents, la lecture du Code de la route est certainement plus efficace que la lecture des Saintes Écritures.

• Chômage longue durée

Le coût du travail réduit à zéro

En mars dernier, le gouvernement avait fait voter au Parlement une loi sur la formation professionnelle. C'est maintenant, au mois d'août, qu'un décret d'application va être publié précisant les modalités d'insertion des chômeurs de longue durée.

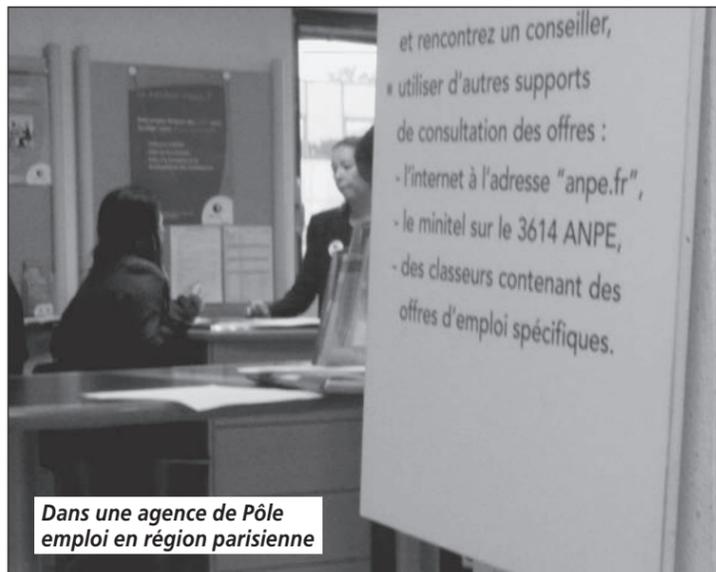
Pour le gouvernement mettre les chômeurs « en situation en milieu professionnel » équivaut à les mettre à la disposition des patrons pour une durée d'un mois, renouvelable une fois, sans toutefois être salariés

de l'entreprise qui les emploie. Ils n'auront pas de contrat de travail et reviendront à leur situation de chômeurs après cette « mise en situation ». Ils n'auront pas non plus de salaire puisqu'ils ne percevront que leur allocation chômage habituelle. En revanche, leur patron les soumettra aux contraintes de la production, y compris en cas de travail de nuit. Tout cela pour le bien des chômeurs évidemment, aux dires des bonnes âmes gouvernementales.

Même le député PS qui avait été le rapporteur de la loi en

mars a tenu à se démarquer du gouvernement. Il a déclaré à la presse que, de son côté, il n'envisageait ce travail gratuit que pour deux semaines. Mais Rebsamen, le ministre du Travail, a entendu les désirs du patronat et met à leur disposition une main-d'œuvre gratuite pour deux mois. On comprend alors qu'un réseau de 1 500 entreprises se soit porté volontaire auprès de Pôle emploi pour exploiter 5 000 chômeurs.

Lucien DÉTROIT



Dans une agence de Pôle emploi en région parisienne

• Baisse du taux du livret A

Encore un cadeau aux banques

C'est à partir du 1^{er} août que le taux d'intérêt du livret A passe de 1,25 % à 1 %. Le prétexte en est que l'inflation est très faible... calculée selon un indice qui ne rend pas compte de la hausse réelle des prix pour la consommation des classes populaires. Avec un tel taux

d'intérêt ce sont les économies des travailleurs, des retraités modestes qui sont grignotées, pas celles des riches qui bénéficient de placements autrement plus rémunérateurs que le livret A.

Depuis quelques années, la baisse continue de son

taux est un cadeau de plus pour les banques qui ont la possibilité de collecter l'argent du livret A depuis 2009. D'ailleurs à cette date la formule de calcul automatique de son taux d'intérêt est devenue encore plus compliquée et surtout plus défavorable aux épargnants !

Le taux du livret A est alors brutalement passé de 4 % en août 2008 à 2,50 % en février 2009, offrant ainsi une très bonne affaire aux banques.

Aujourd'hui, près de 40 % de l'épargne placée sur le livret A est aux mains des banques et ce sont quelque

400 millions qu'elles vont économiser grâce à la baisse du taux d'intérêt que vient de décider le gouvernement.

C'est donc encore une fois à la population laborieuse que le gouvernement s'en prend pour faire un cadeau de plus aux banques.

D.C.

• Haro sur les dépenses des collectivités locales

Cela fait des mois que le gouvernement dénonce les collectivités locales comme trop dépensières, leur reprochant en particulier de trop embaucher.

Mais comme l'État se défousse sur les collectivités locales, celles-ci doivent

nécessairement compenser. La réforme des rythmes scolaires, pour laquelle les communes ont dû ou devront embaucher du personnel afin de pouvoir assurer les nouvelles activités, est là pour le montrer.

Avec la crise et la montée de la précarité, les dépenses sociales, le RMI et le RSA

dont l'État s'est déchargé sur les départements, augmentent également. Le RSA coûtait déjà 8,2 milliards en 2012. L'année suivante, le nombre d'allocataires était en hausse (+ 6,9 % en juin 2013), tout comme les allocations. Toutes ces dépenses qui vont en s'accroissant n'empêchent pas l'État de réduire sa dotation

aux collectivités locales. Il annonce 11 milliards en moins d'ici à 2017.

En retour, la note est présentée aux travailleurs de plusieurs façons : d'abord par une augmentation des impôts locaux qui risque de se poursuivre, puis par une forte diminution des investissements, entre autres dans le domaine

de la construction de logements ou d'infrastructures.

Satisfaire la bourgeoisie en lui offrant les milliards nécessaires à garantir ses dividendes, le gouvernement sait le faire... en puisant dans la poche de la population et en incitant les collectivités locales à suivre son exemple.

Hervé BOIDET

• CICE

Une aubaine pour le patronat

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est un « effet d'aubaine » pour les banques et les organismes de crédit, selon le Syndicat national de la banque (SNB), qui ont profité des économies d'impôt réalisées pour aider à financer des projets déjà engagés, mais pas pour faire des investissements nouveaux, et encore moins pour créer des emplois.

Le CICE est une réduction d'impôt versée aux entreprises, égale à 6 % de la masse salariale pour les salaires inférieurs à deux fois et demi le smic. Au total, cet allègement fiscal coûte à l'État quelque 20 milliards par an de recettes en moins. Ce cadeau aux entreprises a été présenté par le gouvernement comme un moyen leur permettant de relancer l'investissement, et par conséquent l'emploi. Mais si les entreprises

commencent à empocher l'argent, l'emploi, lui, n'est pas au rendez-vous.

Le bilan présenté par le SNB porte sur une vingtaine de banques et d'établissements de crédit qui se sont partagé 136 millions d'euros. Les 40 millions reçus par le Crédit mutuel-CIC ont servi à « développer les outils numériques » et à « prospecter de nouveaux marchés ». La Société générale, elle, a consacré ses 26 millions

à « des investissements mobiliers et immobiliers », tandis que Cofinoga a utilisé 1,5 million à « reconstituer son fonds de roulement ».

Les banques et organismes de crédit ne sont pas les principaux bénéficiaires du CICE. Les grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics (Vinci, Eiffage, etc.) ou les chaînes de supermarchés, secteurs dans lesquels les bas salaires sont la règle, peuvent se frotter les mains. Mais l'exemple des banques illustre bien, s'il en était besoin, que les patrons s'assoient sur les contreparties qu'ils étaient censés donner en terme d'emplois.

M.L.

• Île de La Réunion

Un patronat parasitaire

Peu avant la venue prévue puis finalement annulée de François Hollande dans l'île, les patrons réunionnais ont donné de la voix pour demander une rallonge au gouvernement. Les 680 millions d'euros de cadeaux supplémentaires prévus dans le CICE ne leur suffisant pas, ils ont réclamé un complément de... 814 millions « pour soutenir la compétitivité de leurs entreprises ».

Derrière cette prétendue compétitivité se cache en fait un appétit insatiable de profits. Non contents d'imposer à la population des marges éhontées sur toutes les marchandises, non contents de bénéficier déjà des largesses de ce gouvernement, ils en

veulent toujours plus.

Pendant ce temps, le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter (encore 0,9 % de plus en juin par rapport à mai), celui des travailleurs et des retraités pauvres également. Et les entreprises qui font du profit licencient (SIB, Aconiers, etc.) sans que le gouvernement n'y trouve rien à redire.

Tous ces cadeaux au patronat n'ont aucun effet positif pour les travailleurs et seraient bien mieux utilisés par l'État si celui-ci les utilisait à embaucher directement dans les services publics, les transports, la santé, l'éducation ou bien à la construction de logements qui font tant défaut.

Émile GRONDIN

• Gaza

Gouvernement israélien assassin, le visage de l'ordre impérialiste

Le 5 août, l'armée israélienne s'est finalement retirée de Gaza. Est-ce pour autant la fin du conflit, des bombardements, des meurtres de civils, des destructions... Rien n'est moins sûr. Les soldats israéliens se redéplient sur des positions dites défensives mais sont toujours prêts à intervenir, comme ils le font depuis toujours.

Commencées le 8 juillet, les opérations militaires israéliennes contre Gaza ont fait plus de 1 800 morts palestiniens, très majoritairement des civils. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) évalue à 377 le nombre d'enfants tués. Et ce bilan augmente au fur et à mesure que de nouveaux corps sont découverts sous les gravats.

Pendant près d'un mois, l'armée israélienne a utilisé son artillerie, ses drones, ses chars, son aviation pour détruire des milliers d'habitations, n'épargnant ni les hôpitaux, ni les écoles, comme celle de l'ONU atteinte dimanche 3 août alors qu'elle accueillait trois mille réfugiés ayant fui les zones de bombardement. L'unique centrale électrique de Gaza a été détruite, plongeant l'essentiel de l'enclave dans l'obscurité et rendant difficile le maintien des pompes à eau. La majeure partie de l'approvisionnement municipal en eau est désormais interrompue, ce qui accroît le risque d'épidémies. D'après l'organisation humanitaire OXFAM, six des neuf établissements hospitaliers les plus fréquentés de Gaza ont été touchés ou gravement endommagés, trois ont dû fermer.

Pour justifier ces massacres et ces destructions, le gouvernement israélien a mis et met toujours en avant la « défense de

la sécurité » de sa population. C'est un mensonge d'autant plus odieux que les tirs de roquettes servant de prétexte à la guerre actuelle ont fait en tout et pour tout trois victimes parmi les Israéliens; trois victimes de trop, certes, mais qui doivent être comparées aux constants assassinats perpétrés par les militaires et la police israélienne. En 2013, en période de paix donc, 44 Palestiniens avaient été tués et plus de 1 200 faits prisonniers.

Pour entretenir un climat de tension au sein de la population d'Israël, les dirigeants du pays ne reculent devant aucun mensonge. Ainsi, ils n'ont pas hésité à affirmer qu'un soldat israélien avait été enlevé par des combattants du Hamas, alors qu'il avait été tué dans les combats et que son corps avait été retrouvé.

La guerre contre Gaza s'inscrit dans la continuité d'une politique menée par tous les gouvernements israéliens depuis la création du pays en 1948. Cette politique a conduit à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens, les privant de leurs terres, niant leur droit à disposer d'un État qui leur soit propre.

En condamnant les Palestiniens à vivre dans des camps ou dans un territoire comme Gaza, véritable prison à ciel ouvert, les dirigeants israéliens ont maintenant une insécurité et un état de guerre permanent. Lundi 4 août,



L'armée israélienne s'est retirée de Gaza qu'elle a laissée en ruines.

le geste de ce Palestinien fonçant avec une tractopelle sur un bus israélien à Jérusalem a rappelé qu'aucune sécurité ne peut être garantie tant que le terrorisme d'État d'Israël à l'encontre de la population palestinienne se maintiendra.

Mais si l'État israélien peut se croire tout permis et si, face au monde entier, il semble avoir un permis de tuer, c'est qu'il dispose du soutien inconditionnel des grandes puissances, en particulier de l'impérialisme américain, satisfait de disposer dans cette région stratégique d'un État

capable d'assumer son rôle de gendarme.

Cette complicité se manifeste encore à travers la passivité dont font preuve les dirigeants des autres grandes puissances, y compris celle des gouvernants des pays arabes. Pendant plusieurs semaines, ils se sont contentés de garder le silence ou de reconnaître à l'État israélien « le droit de se défendre », façon hypocrite de lui reconnaître le droit de bombarder Gaza. Alors qu'il n'est plus possible de se taire devant les images de destruction montrées par les

télévisions du monde entier, les dirigeants américains et européens ont appelé au cessez-le-feu, mais sans jamais exercer de réelles pressions, ni menacer Israël de sanctions.

En définitive, la politique de terreur de l'État israélien à l'égard des Palestiniens n'est que sa contribution au maintien de l'ordre – ou plutôt du désordre – impérialiste au Moyen-Orient, suspendue et les ressortissants en accord avec ces puissances qui usent des mêmes méthodes, ou sont prêtes à en user, aux quatre coins de la planète.

Marc RÉMY

• Critiquer la politique d'Israël

Rien à voir avec l'antisémitisme

Depuis le début de l'offensive militaire israélienne contre Gaza, Hollande et Valls ont dénoncé « ceux qui voudraient importer le conflit israélo-palestinien en France ». En réalité, ce prétexte sert à couvrir leur complaisance vis-à-vis de la politique du gouvernement israélien. Valls, qui a interdit plusieurs manifestations de solidarité avec les Palestiniens, n'a pas eu la même attitude vis-à-vis des représentants du Conseil représentatif des Juifs de France (CRIF), qui ont appelé à une manifestation à Paris, le jeudi 31 juillet, pour exprimer leur total soutien à la politique du gouvernement israélien.

Les slogans étaient explicites : « Israël vaincra, Israël légitime défense ». Certains tenaient même à affirmer leur solidarité avec la Ligue de défense juive (LDJ), le groupe d'extrême droite sioniste que

le gouvernement avait parlé de dissoudre. Si ce n'est pas là importer le conflit israélo-palestinien, alors les mots n'ont plus de sens.

Toutes les déclarations des porte-parole de ce

rassemblement allaient dans le même sens pour imposer l'idée que critiquer l'État d'Israël et la politique de son gouvernement, c'est forcément faire preuve d'antisémitisme. Ainsi, pour Roger Cukierman, président du CRIF « l'antisémitisme est le nouvel habit de l'antisémitisme ».

Cette idée imbécile, répétée à satiété, a pour but d'empêcher toute critique des politiques menées par les gouvernants israéliens, sous peine d'être traité d'antisémite. C'est odieux à plus d'un titre. Au nom de la lutte contre l'antisémitisme, aucune critique du gouvernement

israélien n'est tolérée, y compris venant de Juifs qui contestent la politique du gouvernement israélien. Ce genre de discours relève de la même logique que celle des mouvements d'extrême droite qui, en Israël, contestent violemment aux opposants à la guerre le droit de manifester.

Combattre l'antisémitisme comme toutes les formes de racisme est nécessaire et indispensable. Mais se servir de ce prétexte pour défendre en réalité la politique des gouvernements israéliens est le meilleur moyen de favoriser la progression de l'antisémitisme en accréditant

Christian CHAVAL

• Argentine

Chantage au défaut de paiement

Après l'échec des négociations entre l'État argentin et deux fonds spéculatifs – Elliot Investment Management et Eurelius Capital Management – qui lui réclament 1,3 milliard de dollars au titre d'un remboursement de dette que le gouvernement conteste, l'Argentine a été déclarée en « défaut de paiement partiel » par un juge newyorkais.

L'origine de l'affaire remonte à la grave crise économique et financière dans laquelle l'Argentine fut plongée à partir de 2001. À l'époque, face à l'impossibilité pour le pays d'honorer ses dettes, 93 % de ses créanciers internationaux avaient accepté de « restructurer » cette dette, en la réduisant de 70 %, et en étalant le remboursement dans le temps. Les créanciers qui n'avaient pas accepté cette restructuration avaient revendu leurs créances au rabais à deux fonds, spécialisés dans ce type de spéculation qui prend pour cibles et pour sources de profits rapides et fructueux les États ou les entreprises en difficultés : deux fonds qualifiés, à juste titre, de vautours par les milieux financiers eux-mêmes.

Le gouvernement argentin s'est déclaré prêt à rembourser ces spéculateurs, mais aux mêmes conditions que ses autres créanciers, c'est-à-dire avec une décote de 70 % de la valeur d'origine. Car s'il acceptait de payer les sommes réclamées par

les vautours, il risquerait que tous ses créanciers remettent en cause les accords de restructuration de la dette passés et réclament d'être, eux aussi, remboursés à leur taux. Du coup le montant à rembourser pourrait dépasser les 100 milliards de dollars, ce qui dépasse, de loin, ses capacités financières.

Les deux fonds spéculatifs qui s'acharnent sur l'Argentine ont jusqu'à maintenant refusé de revenir sur leurs prétentions. Ils jouent avec le feu en prenant le risque d'un défaut de remboursement, réel celui-là, de l'Argentine et de replonger le pays et sa population dans la crise. Mais peu leur importe, après eux le déluge.

Au-delà de l'Argentine, qui n'en est pas la seule victime, les agissements irresponsables de ces fonds vautours, comme

Lors de la précédente crise, un travailleur pauvre survivant en récupérant des cartons.



d'ailleurs de tous les fonds qui s'enrichissent de la spéculation, sur les matières premières, les denrées alimentaires, ou tout autres produits, constitue une grave menace pour les populations du monde.

Jean-Jacques LAMY

• Libye

Au pouvoir des bandes armées

Depuis la mi-juillet, la guerre civile s'étend en Libye. Les combats qui font rage auraient déjà fait plus de 200 morts et des centaines de blessés. L'aéroport international de Tripoli est pratiquement détruit, les relations aériennes avec la Libye sont suspendues et les ressortissants étrangers fuient un pays en proie à un chaos grandissant. Le nouveau Parlement issu des élections du 25 juin a dû tenir sa séance inaugurale le 4 août dans la ville de Tobrouk, à l'extrême est du pays, la seule retenue comme étant sûre. Ainsi, trois ans après le renversement de Kadhafi, plus aucune véritable autorité politique ne s'impose dans le pays.

En effet, depuis trois ans, toutes les tentatives de mettre en place un gouvernement disposant d'une quelconque autorité ont échoué. Les milices

des « révolutionnaires » de 2011, puissamment armées après avoir mis la main sur les stocks d'armes du régime, sont maintenant sous l'autorité de divers seigneurs de guerre qui se disputent les zones d'influence. Elles peuvent s'affirmer islamistes ou nationalistes, s'accuser réciproquement d'être des « résidus » de l'ancien régime, mais veulent surtout exercer une autorité sans partage sur leur région et s'en approprier les bénéfices.

En 2011, les États occidentaux, au premier rang desquels la France de Sarkozy, avaient décidé d'intervenir militairement pour prêter main-forte aux milices soulevées contre le dictateur libyen, ami d'hier devenu homme à abattre. Il s'agissait à en croire les discours d'apporter la « démocratie » dans le pays, mais bien sûr c'était l'exploitation du

pétrole libyen qui éveillait les appétits des grandes compagnies, et non les intérêts de la population libyenne.

En fait, dans leur intervention en Libye, comme cela a été le cas en Irak, en Syrie ou en Afghanistan, les puissances occidentales ont appuyé des bandes militaires sans foi ni loi, les jouant les unes contre les autres ou pour affaiblir ou abattre le pouvoir en place. Mais maintenant, ces milices ainsi renforcées, se battent pour leur propre compte. Visiblement, les Obama, Hollande et leurs alliés arabes ne savent désormais plus comment intervenir face à ce chaos, voire s'en désintéressent car même l'exploitation pétrolière est devenue impossible. Il leur faut maintenant attendre qu'une bande plus forte qu'une autre émerge et leur permette

de s'approprier les ressources du pays.

La population libyenne, elle, subit maintenant le pouvoir de ces milices, plus arbitraire encore que celui du pouvoir précédent, dans une situation où rien n'est assuré, ni la sécurité ni même l'approvisionnement quotidien. Elle vit ce que vit d'ailleurs la population d'une part croissante de l'Irak, de la Syrie, de l'Afghanistan, de larges zones de l'Afrique. Il y a bien à cela une raison commune : la domination des puissances impérialistes et le brigandage qu'elle suscite et entretient, au point de n'être même plus capable de le contrôler. Il n'y aura pas de véritable liberté pour les populations sans mettre fin à cette domination.

André FRY

• Sida

Des avancées... pas à la hauteur

La 20^e Conférence internationale sur le sida s'est déroulée fin juillet. Selon les chiffres publiés par l'Onusida, l'organisme chargé de coordonner la lutte contre cette maladie, le nombre de décès dus au virus dans le monde a baissé de presque

12 % en un an. L'Onusida lie ce résultat au fait que de treize à quatorze millions de personnes ont dorénavant accès au traitement : les trithérapies, qui ne guérissent pas, mais prolongent durablement la vie des malades.

Mais, dans ce domaine

comme dans d'autres, il ne fait pas bon vivre dans un pays pauvre. Plus de 70 % des personnes infectées par le virus du sida vivent en Afrique subsaharienne où, précise l'Onusida, « 67 % des hommes et 57 % des femmes ne bénéficiaient pas du traitement

antirétroviral en 2013 ».

Une telle situation est bien à l'image de ce monde qui, bien que disposant de moyens de combattre une maladie comme le sida, est incapable de les mettre en œuvre à l'échelle qu'il faudrait.

Vincent PYROT

• Ebola
Maladie de la misère

Le virus Ebola continue de faire des ravages en Afrique, où on peut maintenant parler d'une véritable épidémie. Trois pays sont touchés, la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonçait le 1^{er} août que 1 603 personnes étaient infectées et que 887 étaient décédées. Le virus Ebola porte le nom d'un fleuve du Zaïre, où la première épidémie s'est déclarée en 1976. Depuis il est réapparu régulièrement, toujours en Afrique équatoriale. Ce sont maintenant des pays de l'Afrique de l'Ouest qui sont touchés, ce qui inquiète les autorités sanitaires.

Si Ebola inquiète c'est surtout parce que c'est un tueur redoutable qui ne laisse aucune chance à ses victimes, dont 80 % décèdent en six à dix jours de manière horrible, dans un tableau de fièvre hémorragique, le corps se vidant de son sang par la bouche, les yeux, la peau s'amollissant au point de se déchirer au toucher.

On connaît encore mal le virus et son cycle, mais on sait qu'il se transmet par simple contact d'un être humain à l'autre. Les familles et les soignants en contact direct et répétés avec les malades sont les premiers contaminés. On sait aussi que l'apparition d'Ebola en Afrique est liée à la situation sanitaire déplorable existant dans ces pays pauvres. Un responsable de l'Institut Pasteur explique que le virus « profite pour se développer d'un système de santé mal organisé par manque de moyens ».

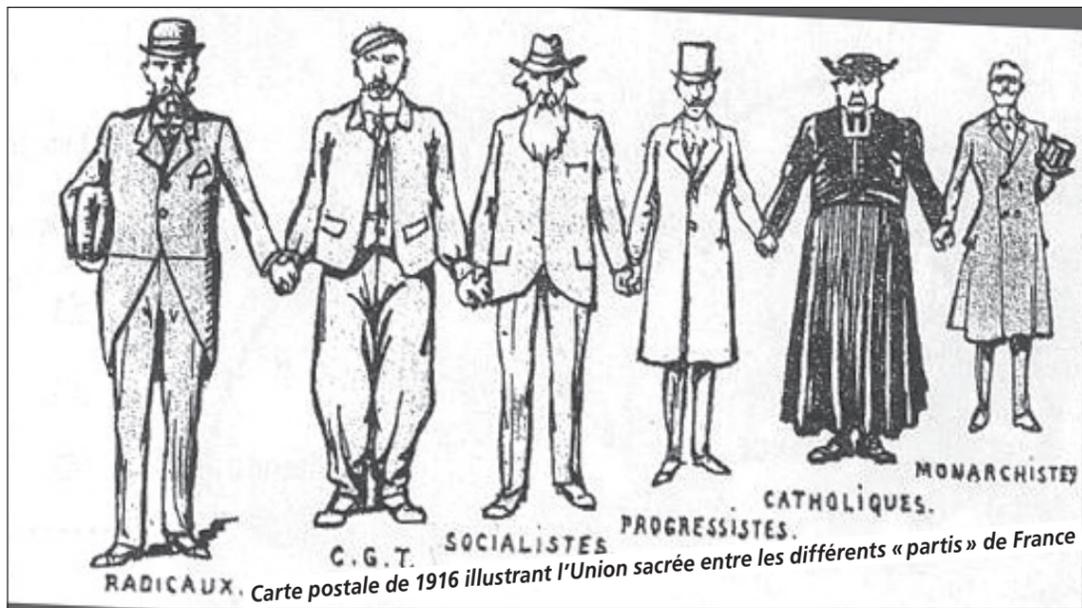
Pour le moment aucun traitement n'existe. L'objectif principal est d'essayer de circonscrire la maladie en isolant les malades du reste de la population. Quant à la recherche elle est balbutiante, les laboratoires pharmaceutiques n'investissant pas pour une maladie qui ne touche finalement que quelques milliers de malades et dont ils ne peuvent pas espérer grand profit.

Pauvreté et recherche exclusive du profit se conjuguent pour laisser des populations sans moyens face à une épidémie mortelle.

Cédric DUVAL

• **Août 1914**

La faillite des partis socialistes et de l'Internationale ouvrière



Pour les populations d'Europe et du monde, le déclenchement de la Première Guerre mondiale fut le début d'une barbarie sans nom. Pour la classe ouvrière, ce fut en plus la faillite de ses organisations les plus puissantes.

Depuis des années, des millions de prolétaires à travers le monde avaient construit des syndicats et des partis ouvriers qui représentaient leurs intérêts et qui, en toute occasion, opposaient le point de vue des exploités à celui des exploités, portant l'idée d'une autre société, sans oppression et sans frontières. Avec la guerre et le ralliement des partis socialistes à des gouvernements chauvins dits « d'Union sacrée », tout cela s'effondra.

Les partis socialistes avant 1914

Derrière des noms différents, mais se revendiquant tous du socialisme, des partis s'étaient créés partout où l'industrialisation avait fait naître une classe ouvrière, essentiellement en Europe de l'Ouest très industrialisée, comme en Allemagne, en France, en Belgique, en Angleterre, en Autriche, en Italie, mais aussi en Europe de l'Est où naissait une jeune classe ouvrière, comme en Russie, en Pologne, en Serbie ou encore en Roumanie et en Bulgarie. Il y avait aussi de jeunes partis socialistes en dehors de l'Europe, dans certains pays d'Amérique du Nord et du Sud.

Tous étaient regroupés au sein d'une organisation internationale, l'Internationale ouvrière ou Deuxième Internationale. Fondée en 1889, celle-ci avait repris le programme de l'Association internationale des travailleurs (AIT), à laquelle Marx avait collaboré, programme symbolisé par deux

formules : « *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous* » et « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Il existait d'autres organisations ouvrières qui se revendiquaient de l'anarcho-syndicalisme et qui étaient restées en marge de cette Internationale ouvrière, comme la CGT en France ou la CNT en Espagne. Mais elles en partageaient beaucoup de principes révolutionnaires.

Grâce à tous ces syndicats et ces partis, à travers leurs journaux, par l'intermédiaire d'innombrables associations culturelles ou sportives, s'adressant à toutes les couches du prolétariat, des ouvriers d'usines aux femmes de ménages, jusqu'aux ouvriers agricoles, des millions de travailleurs par-delà les frontières étaient influencés par les idées du socialisme.

La propagande internationaliste devant la montée des tensions impérialistes

Face à la montée des rivalités entre grandes puissances impérialistes française, anglaise et allemande, et face à leur course effrénée aux conquêtes coloniales, le mouvement ouvrier avait réagi en dénonçant le militarisme croissant et le colonialisme. À chaque congrès des différentes sections de l'Internationale, ainsi qu'à chaque congrès international, des motions étaient votées en ce sens.

En novembre 1912, à Bâle, une résolution du congrès de l'Internationale demanda « *aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat* », déclarant que « *les travailleurs considèrent comme un crime de*

tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets ».

Les partis socialistes compartaient cependant de puissants courants qui, aux principes révolutionnaires, préféraient des conceptions réformistes et légalistes. Certains reprenaient même la propagande bourgeoise sur « *l'œuvre civilisatrice* » de la colonisation. Ils prenaient appui sur une « *aristocratie ouvrière* » selon Lénine, qui désignait ainsi la mince couche de travailleurs



relativement privilégiée par le développement capitaliste.

Ces courants réformistes minoritaires trouvaient toujours en face d'eux des courants révolutionnaires pour les combattre. Mais le fait qu'ils puissent être présents à l'intérieur même des partis socialistes en faisait un danger mortel. Ils furent des « *agents de la bourgeoisie au sein même du mouvement ouvrier* » comme Lénine allait l'écrire plus tard. Quand la guerre éclata, ils furent la brèche par laquelle s'engouffra la propagande chauvine qui désorienta et démoralisa les ouvriers socialistes.

Les manifestations pour la paix

Fin juin 1914, l'assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo fit éclater une crise politique dans les Balkans. Par le jeu des alliances, la marche vers la guerre allait s'enclencher dans toute l'Europe.

Les organisations ouvrières

organisèrent d'importantes manifestations contre la guerre. Alfred Rosmer, à l'époque militant de la CGT, et plus tard dirigeant de l'Internationale communiste puis trotskyste, décrit ainsi la manifestation du 27 juillet 1914 à Paris :

« *De 9 heures à minuit, ce lundi soir, une foule énorme a déferlé sans cesse sur les boulevards. D'énormes forces de police avaient été mobilisées (...). Mais les ouvriers qui descendent des faubourgs sur le centre sont si nombreux que la tactique policière aboutit à un résultat imprévu : on a bientôt autant de manifestations que de rues. Les violences et les brutalités policières ne peuvent avoir raison de la combativité de cette foule ; toute la soirée, le cri de : « À bas la guerre ! » résonnera de l'Opéra jusqu'à la place de la République.* »

Durant cette dernière semaine de juillet, le dirigeant socialiste Jean Jaurès courut les ministères, pensant que par son influence il pouvait empêcher la guerre. En fait, cela contribuait à rendre les ouvriers socialistes attentistes, en s'accrochant à cet espoir. Car les sentiments pacifistes ne pouvaient suffire à s'opposer à des États qui, depuis des années, se

pour rejoindre leurs bataillons et les manifestations nationalistes prirent le pas sur les manifestations pacifistes. À Paris, des boutiques au nom à consonance allemande furent saccagées et des groupes commencèrent à faire la « *chasse aux espions* ».

Le 4 août 1914, aussi bien au Reichstag allemand qu'à l'Assemblée nationale française, les députés socialistes votèrent à l'unanimité les crédits militaires. Les socialistes opportunistes, renforcés par la montée nationaliste, avaient réussi à entraîner les députés socialistes indécis ; et les députés de tendance révolutionnaire se soumièrent à cette nouvelle majorité qu'ils n'avaient pas prévue.

Le vote du 4 août marqua en fait la faillite de la Deuxième internationale. À un moment où son opposition aurait pu être décisive, des millions de travailleurs en Europe se retrouvèrent livrés pieds et poings liés au militarisme et à la propagande nationaliste. Ceux qui résistèrent se retrouvèrent isolés et désarmés face à la bourgeoisie qui mobilisait ouvriers et paysans pour les envoyer sur les champs de bataille. Le parti socialiste italien allait adopter une position plus ambiguë, déclarant ne vouloir « *ni adhérer, ni saboter* » la guerre.

Un des très rares partis qui sut résister à la pression et maintenir une ligne révolutionnaire et internationaliste fut la fraction bolchevique du parti social-démocrate russe avec Lénine à sa tête.

La vague chauvine ne dura qu'un temps. La guerre et ses désastres allaient finir par engendrer la plus grande montée révolutionnaire ouvrière de l'Histoire. Mais les partis socialistes de la Deuxième Internationale étaient morts en

préparaient à la guerre et se lançaient désormais dans la mobilisation générale. Et quand le gouvernement menaçait d'utiliser le « *Carnet B* », liste de la police qui répertoriait les noms des militants les plus connus, la CGT et le parti socialiste furent pris au dépourvu, et ne surent pas réagir.



L'assassinat de Jaurès et le vote des crédits de guerre

Jaurès fut assassiné le 31 juillet par un militant nationaliste, et les événements s'accéléraient. Le 1^{er} août, l'ordre de mobilisation générale fut affiché dans l'après-midi. Le lendemain, les mobilisés se mirent en route

tant que partis représentant les intérêts de la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier ne pouvait se régénérer qu'à partir des courants révolutionnaires dont le regroupement à la fin de la guerre, après la Révolution russe, allait donner naissance à la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste.

Pierre ROYAN

Les inégalités ne prennent pas de vacances

Ce n'est pas le mauvais temps qui explique que les chiffres du tourisme pour juillet sont en baisse dans de nombreuses régions mais la crise avec la baisse des revenus qui l'accompagne. Déjà en 2013, seulement 57 % de la population étaient partis en vacances contre 59 % au début des années 1980 et 66 % dans les années 1990. Et « partir en vacances » est un bien grand mot. Pour les statisticiens, sont comptabilisés comme étant des

vacanciers ceux qui quittent « le domicile au moins quatre nuits consécutives », ce qui recouvre donc des « vacances » très différentes.

Derrière les chiffres globaux, la réalité varie aussi d'une catégorie sociale à l'autre. 71 % des cadres supérieurs partent tous les ans contre seulement 41 % des ouvriers. Un tiers des foyers aux revenus inférieurs à 1 200 euros mensuels sont partis en 2013, quand ils

étaient 44 % en 1998 à pouvoir encore le faire. L'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (entre 5 et 19 ans) estime que trois millions d'enfants ne partent pas en vacances et que deux millions (15 %) ne passent pas une seule nuit dans l'année hors de chez eux. Pour tous ceux dont les parents ne travaillent pas dans de grandes entreprises et ne peuvent bénéficier des aides des comités

d'entreprise, il reste celle de la Caisse d'allocations familiales, des municipalités ou de diverses associations, qui toutes n'ont pas les moyens de faire partir tous les enfants qui en auraient besoin. Et ce d'autant moins que les politiques d'austérité amputent dans ce domaine également les moyens qui seraient nécessaires.

Le ministère de la Ville prétend permettre à tous de « profiter de la pause estivale », mais

lui-même annonce ne pouvoir accueillir que 1,3 million d'enfants dans les divers séjours collectifs sur les trois millions de « non partants ».

C'est dire que dans le domaine des vacances comme dans les autres, le gouvernement socialiste ne fait qu'accompagner la montée des inégalités, quand il ne la favorise pas.

Frédéric GESROL

• Hôtels de luxe

Combien de smics pour une nuit ?

L'hôtel de luxe Plaza Athénée a rouvert ses portes le 1^{er} août après rénovation. Deux ministres, Laurent Fabius et Fleur Pellerin, étaient de la fête. Pour accueillir ses très riches clients, le Plaza disposera de 17 nouvelles chambres et suites. Dans le même temps le groupe Peninsula vient d'ouvrir à Paris son premier hôtel de prestige en Europe. C'est le quatrième nouvel hôtel de luxe construit depuis quatre ans dans la capitale. Dans ce domaine, la concurrence

est féroce car le marché explose. Entre 2000 et 2015, en passant de 9 à 15 établissements, les hôtels de luxe proposeront 50 % de chambres ou suites supplémentaires.

Pour attirer les très riches de la planète, ces hôtels se mènent une guerre des prix. Quand le Plaza propose – mais ceux-ci sont des « prix d'appel » – des chambres à 1 180 euros en moyenne la nuit, le Peninsula propose un « prix d'ouverture attractif » entre 695 et 750 euros la chambre... et

annonce déjà qu'il affichera des prix plus « raisonnables » à savoir 1 000 euros la nuit pour une simple chambre et 25 000 euros pour la plus belle suite !

Fleur Pellerin, en charge du tourisme, s'est félicitée que Paris reprenne une place de choix en Europe, en « restant la ville la plus désirée » du monde... pour les riches. Les familles de la région parisienne en attente d'un logement social apprécieront.

Cédric DUVAL



• Redevance télévision

De plus en plus pesante

Le gouvernement a décidé d'augmenter la redevance télévision, qui passera de 133 à 135 euros. En fait, cette redevance avait déjà augmenté de quatre euros en 2012, six en 2013 et de deux en 2014. Au total ce sont près de 3,5 milliards d'euros que payent 26 millions de foyers.

Piocher dans les poches des téléspectateurs est une vraie mine pour faire rentrer de l'argent, et tous les arguments sont bons. En 2004, lier la redevance à la taxe d'habitation avait permis d'assujettir des centaines de milliers de foyers modestes à la redevance. Son

application en 2007, après un moratoire de trois ans, avait supprimé l'exonération dont bénéficiaient 800 000 personnes âgées de plus de 65 ans et non imposables.

En 2012 le gouvernement avait justifié l'augmentation par la suppression de la publicité à la télévision après 20 heures, qui faisait perdre des dizaines de millions d'euros à France Télévision. En 2014 le même type d'argument ressort, avec la baisse de la dotation de l'État à la télévision publique. En 2012 l'État versait 423 millions, en 2014, 292 millions et la ministre de la

Culture annonce une dotation de... 29 millions d'euros en 2017. Alors, en augmentant la redevance cette année et toutes celles qui suivent, la ministre entend trouver les moyens de financer l'audiovisuel public.

On parle même maintenant de taxer les ordinateurs et les smartphones, sans parler des tablettes dont le marché explose. Il faut bien taxer les usagers pendant que les milliards non versés à la télévision publique serviront à subventionner industriels et financiers, mais pas à améliorer la qualité des programmes.

C. D.

• Éducation

La sélection par l'argent

Étudier, cela revient cher. Les étudiants de milieu populaire qui n'ont pas de soutien financier familial se trouvent souvent dans des conditions précaires. Ils doivent travailler et cela se fait généralement au détriment de leurs études, si bien que beaucoup abandonnent

avant d'obtenir un diplôme. Les loyers, les transports, l'alimentation augmentent.

Quant aux frais d'inscription dans les universités, inférieurs certes à ceux d'autres pays, ils n'ont cessé d'être augmentés par les gouvernements de droite comme de gauche. L'entrée en licence a

doublé en vingt ans : elle était de 95 euros en 1992 et sera de 189 euros en 2014. Pour s'inscrire en master, il faudra déboursier 261 euros, et 615 euros en cursus universitaire d'ingénieur.

Les études à la portée de tous, un leurre !

Ludovic BAZIET

• Garderies scolaires – Limoges

Le conseil municipal supprime la gratuité

Mardi 8 juillet, lors de la séance du conseil municipal de Limoges, près de 150 manifestants – enseignants, parents d'élèves, militants syndicaux et politiques – se sont rassemblés devant la mairie pour protester contre la décision de la majorité municipale de droite de faire payer les études du soir et les ateliers périscolaires aux familles. Le prétexte avancé est le coût pour la ville de Limoges de l'application de la réforme des rythmes scolaires qui serait de 125 euros par élève.

À partir du 1^{er} octobre, la garderie de 11 h 30 à 12 h 30 pour les enfants qui ne mangent pas à la cantine sera facturée 5 euros par mois. Les études du soir à partir de 16 h 30, découpées en séquences de trois quarts d'heure, seront facturées entre 0,25 et 0,75 euro la séquence en fonction du quotient familial. Les élus de droite arguent de la progressivité et de la « modicité » des sommes et se défendent en disant que les ZEP (zones d'éducation prioritaire) ne

seront pas concernées. Il n'empêche qu'une famille pauvre peut être à quelques euros près chaque mois !

À 18 h, l'entrée de la salle du conseil réservée au public était fermée et « bourrée » par des partisans du maire entrés par une autre porte. Trois heures plus tard, après quelques interventions de l'opposition PS et Front de gauche, la fin de la gratuité des garderies et études du soir en maternelle et primaire a été votée.

Le tout début des vacances scolaires, alors qu'enseignants et parents ne peuvent plus se contacter facilement, a été le moment choisi par le maire pour faire voter une mesure qui touche en priorité les familles les plus démunies, celles dont les enfants ont le plus besoin de l'accompagnement des études du soir notamment. Pour tous les manifestants, il était clair que l'affaire n'en restera pas là et qu'à la rentrée, la mairie devra revoir sa copie !

Correspondant LO

• Stora Enso – Corbehem (Pas-de-Calais)

Fermeture de l'entreprise et 334 licenciements

En septembre, les lettres de licenciement arriveront chez les 334 derniers travailleurs qui étaient encore employés par Stora. Cette usine de fabrication de papier produisait sur une énorme machine de 300 mètres de long plus de 60% du papier utilisé en France pour les magazines. L'usine était déjà à l'arrêt total depuis janvier 2014. Les travailleurs manifestaient souvent et continuaient d'assurer leurs équipes auprès de la machine à l'arrêt, de peur que le patron la démonte. Aujourd'hui, il ne la démonte pas. Il la laisse rouiller, et il ferme...

Et pourtant l'usine est rentable, mais pas suffisamment aux yeux des actionnaires. Ces derniers ne manquent pas de fonds. On trouve parmi eux le riche groupe finlandais Stora, la famille royale de Suède, et bien sûr des banques...

Tout ce beau monde s'était indigné de voir les travailleurs réclamer 40 000 euros d'indemnité dite « supra-légale ». Il ne leur a donc été proposé que 25 000 euros, beaucoup moins d'ailleurs pour une bonne partie des travailleurs, du fait des conditions restrictives imposées. Et encore moins

au bout du compte car cette somme sera imposable. Les autres clauses prévues dans le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernent les congés dits de « reclassement ». Les travailleurs voulaient un congé de 18 mois. Ce sera 15 mois, et seulement pour les plus de 48 ans.

Pour se dédouaner, le patron et le gouvernement diront que ce plan a été accepté par une majorité de travailleurs. Mais il faut voir comment. La direction régionale du travail a fait savoir que la nouvelle loi ANI s'appliquait désormais et

qu'en cas de refus des travailleurs, c'est un document unilatéral de l'employeur qui aurait prévalu après homologation par cette même direction régionale du travail. C'est par ce chantage qu'a été obtenu le « vote favorable des travailleurs ».

Montebourg a également payé de sa personne, mais pas pour le soutien aux travailleurs. En mai 2013, il expliquait que « trois repreneurs sérieux » se présentaient pour le rachat de « ce bel outil qui pourrait assurer notre autonomie en matière de production papetière ». Il assurait même que l'ambassadeur de Finlande était « mobilisé » sur cette affaire. En mai 2014, juste après la signature du PSE, Montebourg sortait de sa manche le prétendu repreneur Valpaco, un petit groupe qui expliquait sans rire que l'activité serait rapidement rentable et qu'il allait obtenir de Stora les millions nécessaires



à son démarrage. Au passage, il aurait bien pris aussi un peu d'argent public. Rien ne s'est réalisé du côté de Valpaco et le « business plan » a fini dans la poubelle de Stora.

Aujourd'hui, les travailleurs s'en remettent à une plainte en justice contre Stora. C'est là un espoir bien modeste, car chacun sait qu'il est difficile

d'avoir gain de cause en justice contre les grands patrons. Ce qui pourrait vraiment les faire reculer, c'est une lutte générale pour interdire les licenciements, qui de quelques centaines de travailleurs mobilisés pourrait s'étendre à d'autres travailleurs eux aussi menacés ou qui le seront demain.

Correspondant LO

• Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne

Fermeture définitive de cinq permanences

Durant les mois d'été, la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Val-de-Marne a l'habitude de fermer des permanences d'accueil des allocataires. Seules restent ouvertes les plus importantes. Mais cette année, sur les douze permanences du département, cinq fermeront définitivement à la

reentrée : Alfortville, Boissy, Bonneuil, Villiers et Vincennes.

Le conseil général du Val-de-Marne avait envisagé une expérimentation d'accueil de la CAF dans un Espace départemental des Solidarités à Vitry. Mais il n'avait pas prévu que la CAF fermerait cinq permanences, se dégageant ainsi

de l'accueil et laissant le soin aux services départementaux et municipaux d'accueillir les allocataires. Les raisons invoquées de ces fermetures : « Faire des économies, notamment de personnel, dans un contexte budgétaire tendu. »

En effet, le gouvernement cherche 50 milliards pour les

reverser aux patrons et aux actionnaires. La Sécurité sociale, la branche famille dont font parties les CAF participent à ces économies. La CAF du Val-de-Marne n'y échappe pas.

Ces fermetures sont inacceptables. Elles portent gravement atteinte à la qualité du service rendu aux allocataires.

Ainsi, ce sont les usagers qui vont devoir se déplacer plus loin, perdre plus de temps pour trouver un accueil où exposer leurs problèmes. Les familles les plus précaires, les plus fragiles, en font les frais. C'est inqualifiable !

Correspondant LO

• SNCF

La direction s'en prend aux prestations familiales

Les cheminots bénéficiaires des prestations familiales ont reçu un courrier de leur « Agence famille » pour les informer qu'à partir de janvier 2015, ce ne serait plus elle qui gérerait leur dossier, mais la CAF, comme c'est le cas pour la plupart des catégories de salariés.

Ce changement, auquel la direction de la CAF est favorable, a suscité une inquiétude parmi le personnel de la SNCF, car la gestion des prestations familiales par les Agences famille comportait divers avantages, comme l'accès plus facile et plus rapide aux services.

La direction de la SNCF ne cache pas que son but est de supprimer 100 emplois dans les Agences famille, ce qui se traduirait par une économie substantielle, selon la CGT.

Par ailleurs, cette mesure s'accompagnera d'une diminution de la participation de

la SNCF au Fonds d'action sanitaire et sociale, évaluée selon la CGT à 12 millions d'euros. Ces 12 millions d'euros étant une partie du salaire différé, ils sont dus aux cheminots.

Avec les salaires très bas à la SNCF, notamment chez les jeunes (1 200 euros à

l'embauche), ces nouvelles mesures sont des pas en arrière pour le personnel. Elles montrent cependant combien les cheminots ont eu raison de refuser, par leur grève du mois de juin, les réformes concoctées par la direction.

Correspondant LO

• Centre hospitalier Belfort-Montbéliard – Audincourt (Doubs)

Encore un service public de santé fermé

Le directeur du Centre hospitalier Belfort-Montbéliard et l'Agence régionale de santé (ARS) viennent de confirmer leur décision de fermer, le 8 octobre, le service de consultations gynécologiques situé à Audincourt dans les locaux de Lucine, une ancienne maternité fermée en 1999.

Ces locaux, rénovés par la ville pour deux millions d'euros, ont été mis gratuitement à la disposition du Centre hospitalier justement pour permettre le maintien des consultations de proximité. Ouvert trois jours par semaine, ce maillon des services du Pôle Mère-Enfant de l'hôpital accueille

beaucoup de femmes pour préparer et suivre leur accouchement : 2 000 consultations annuelles.

Mais pour l'ARS et la direction du Centre hospitalier, ce service de périnatalité n'est pas rentable, il n'aurait, paraît-il, pas assez d'activités. Et tant pis si les consultations dans les

deux maternités de l'hôpital, Belfort et Montbéliard, où le personnel et les places viennent d'être réduits, débordent déjà et ne pourront pas accueillir toutes ces femmes suivies à Audincourt, les obligeant à de plus longs déplacements.

Le directeur du Centre hospitalier a suggéré au

maire d'Audincourt, qui n'a pas été consulté sur cette fermeture, d'aider à l'installation de gynécologues et de sages-femmes libérales.

La contestation de cette mesure par le personnel de l'hôpital et la population ne fait que commencer.

Correspondant LO

• Air France

Le ras-le-bol

Air France s'est félicitée que la grève du 2 août contre son plan Transform 2015 de suppression de 10 % du personnel et d'attaques tous azimuts contre les conditions de travail et de rémunération n'ait pas entraîné l'annulation de vols à Roissy et que, à Orly, 80 % des vols aient été assurés. La direction de la compagnie n'avait pas lésiné sur les moyens pour obtenir ce résultat. Bien placée pour savoir que le personnel a toutes les raisons d'être mécontent, elle s'attendait à un mouvement suivi, même si les syndicats l'avaient limité au seul personnel commercial au sol, les ASC.

Rien qu'à Roissy, la direction d'Air France avait mobilisé 650 cadres et réquisitionné 200 intérimaires et CDD pour remplacer les travailleurs du Passage (enregistrement et embarquement des passagers et de leurs bagages) et de Piste (ravitaillement des avions) que la CGT, Sud et FO avaient appelés à faire grève. Même les syndicats connus pour être les plus accommodants avec la direction, CFDT et UNSA, avaient fini par se rallier à cet appel, tant le sentiment général parmi les travailleurs est que cela ne peut plus durer.

Le plan Transform 2015 n'est d'ailleurs pas fini qu'Air France en annonce un autre du même tonneau, Perform 2020.

Même ceux qui y voyaient un mauvais moment à passer pour « redresser la situation de la compagnie », comme dit la direction, constatent que son offensive n'a pas de fin.

C'est donc le ras-le-bol qui s'est exprimé, le samedi matin, lors de l'assemblée générale, où se trouvaient réunis certains des 1 200 grévistes de Roissy. Alors que des représentants syndicaux discourent sur « la défense de l'entreprise », les travailleurs, eux, parlaient de la défense de leur situation, racontaient les conditions de travail dégradées, le stress, les camarades de travail qui n'en peuvent plus et qui finissent par craquer.

À Orly, la grève a été bien



À l'enregistrement et à l'embarquement d'Air France, le personnel n'en peut plus.

suivie, car la situation imposée au personnel commercial au sol y est pire qu'à Roissy. À tel point que, début juillet, dans une lettre à la direction d'Air France, l'inspection du travail soulignait « les risques psychosociaux » qui pèsent sur le personnel. La direction de la compagnie n'ignore bien sûr

rien de risques dont elle est la première responsable, quand elle supprime du personnel, pousse la charge de travail à la limite du supportable, rogne les pauses, les congés, etc.

Le point positif, c'est que les salariés d'Air France qui ont fait grève le 2 août étaient contents, et beaucoup le disaient, d'avoir

montré leur ras-le-bol. Un mécontentement que les salariés d'Air France auraient intérêt à manifester ensemble alors que, le 11 septembre, la direction doit annoncer le détail de ses nouvelles attaques contre tout le personnel.

Correspondant LO

• Continental Automotive – Toulouse

Mise sous pression des travailleurs

Les usines Continental de Toulouse-Foix-Boussens (Toulouse: 1 700 salariés; Foix: 450 salariés; Boussens: 200 salariés) produisent divers composants électroniques embarqués pour l'industrie automobile: calculateurs de bord, divers capteurs et clés électroniques.

Les trois usines vont bien, et même très bien. En 2013, des records ont été atteints dans les trois usines de Midi-Pyrénées

comme pour le groupe (27 000 euros de bénéfice brut par salarié). Et le budget prévisionnel pour 2014 sera même dépassé.

Seulement la direction a un problème: elle n'arrive pas à fournir ses clients en différents produits, en particulier les « Tyre Guard » (TG), capteurs de pression au niveau des pneumatiques produits à Toulouse. À force d'avoir réduit les effectifs, licencié de nombreux intérimaires et économisé sur la maintenance des machines, elle

ne parvient pas à honorer en temps et en heure les demandes de ses clients (Peugeot, Renault, Volkswagen). Alors, elle se retourne vers les travailleurs de la fabrication qui essuient les plâtres: c'est « l'urgence absolue », il faut produire, produire, produire.

À peine montées et encore en cours de réglage, les lignes de production devraient tourner à plein régime. Du coup, les pannes se multiplient, et la pression sur les salariés aussi. Des tableaux ont été installés

près des lignes où sont affichés les « objectifs » de production à atteindre. Et si on ne les atteint pas, il faut expliquer pourquoi.

La direction a convoqué les travailleurs de la fabrication à une réunion par équipe, où divers cadres se sont succédé pour entonner la même rengaine: « les résultats sont bons, mais les clients ne sont pas satisfaits, il faut se retrousser les manches! ». Air connu: on est dans le même bateau, mais c'est à vous de ramer pour qu'il aille plus vite et mieux. Mais celui

qui en retirera les profits, c'est le patron, pas les travailleurs.

Cerise sur le gâteau, la direction a instauré les « heures supplémentaires obligatoires » pour les équipes de week-end qui devront travailler 12 heures une équipe sur deux.

Les résultats sont bons dit la direction: alors si elle veut que la production sorte, il faut embaucher. Des milliers de chômeurs n'attendent que cela.

Correspondant LO

• Communauté d'agglomération d'Évry – Essonne

La lutte a payé!

Les travailleurs de la Communauté d'agglomération d'Évry ont fini par obtenir satisfaction.

Déjà en mars dernier, le mouvement de mécontentement des agents éboueurs, à l'initiative d'un groupe de militants CGT, leur avait permis d'arracher une prime de 80 euros mensuels, après plusieurs journées de blocage et de grève, ainsi que la prime de panier de 45 euros pour tous les nouveaux arrivants

et le droit à la prise en compte de la pénibilité pour les départs en retraite.

Prenant la suite, beaucoup de travailleurs de l'agglomération ont décidé de se mettre en mouvement. Ils demandaient eux aussi 80 euros mensuels. Cette fois les syndicats CFDT, Autonomes et CGT ont soutenu cette revendication. Les assemblées générales ont été très nombreuses et combatives: près de 90 personnes

y ont participé, notamment des travailleurs des piscines et des espaces verts.

En fin de compte, la direction a fini par lâcher 55 euros pour les bas salaires, pour les autres de 45 à 15 euros selon le régime indemnitaire de l'agent, avec effet rétroactif au mois de mars.

C'est une petite victoire qu'on doit à la détermination des travailleurs de l'agglomération.

Correspondant LO

• Biscuiterie Jeannette – Caen

Les travailleurs ne baissent pas les bras

Les salariés de la biscuiterie Jeannette à Caen occupent leur usine depuis six mois. Ils ont montré qu'ils pouvaient maintenir la production, vendre aux portes de l'entreprises ou sur les marchés, en un mot tenir bon – en gardant leur usine jour et nuit.

Les patrons, petits et moyens, qui se sont manifestés pour essayer de récupérer tout ou partie des dépouilles de l'entreprise, font preuve d'un mépris sans limite pour

les travailleurs. Ils ont fait des offres de reprise révoltantes. L'un d'eux proposait de reprendre la moitié des salariés, à 70 kilomètres de Caen, tous les autres proposaient de ne reprendre que les machines et la marque, mais aucun des salariés.

Les madeleines Jeannette doivent continuer à être produites par les salariés qui ont su faire vivre et prospérer l'entreprise.

Correspondant LO

• États-Unis

Torture, Obama reconnaît l'évidence

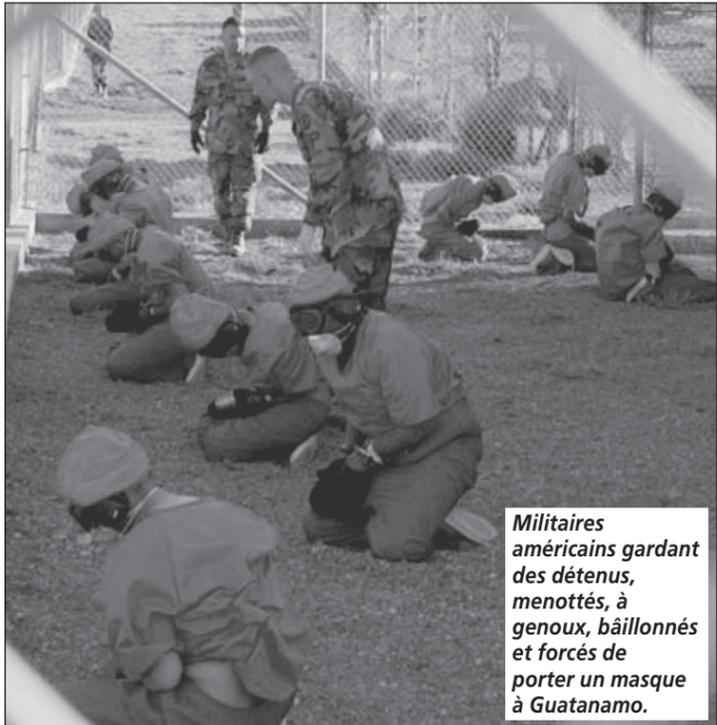
Vendredi 1^{er} août, Obama a reconnu que l'État américain avait utilisé la torture après les attentats du 11 septembre 2001. Presque treize ans après, Obama a donc reconnu des faits que tout le monde connaissait : privation de sommeil, simulation de noyade, ce que la CIA appelait « techniques d'interrogatoire poussé » et qui avait été approuvé par l'ancien président George W. Bush.

Des soldats et des agents américains ont très certainement fait pire, comme l'avait montré le scandale de la prison d'Abou Ghraïb en Irak en 2004. C'est d'ailleurs la publication des photos de prisonniers humiliés, tenus en laisse, qui avait obligé à l'époque les autorités américaines à prendre quelques sanctions.

En revanche, on sait très peu de choses sur le traitement des prisonniers afghans, pakistanais ou irakiens détenus dans les prisons secrètes de la CIA en Europe, ou plus récemment sur la détention de Libyens dans les navires de guerre américains. Quant aux années passées dans l'isolement de Guantanamo, pour ceux que les autorités

américaines détiennent en dehors de leur territoire pour ne les reconnaître ni comme prisonniers de guerre ni comme criminels ayant au moins le droit à un procès, elles s'apparentent elles aussi à de la torture. Le camp de Guantanamo, enclave militaire américaine sur l'île de Cuba, n'est d'ailleurs toujours pas fermé, contrairement à la promesse qu'Obama avait faite lors de sa première élection, il y a six ans.

Obama n'a annoncé aucune sanction contre les tortionnaires. Au contraire il a appelé à ne pas les juger trop durement, ni à être « moralisateur ». Il leur a même trouvé des excuses, puisqu'« il y avait une énorme pression sur les épaules



Militaires américains gardant des détenus, menottés, à genoux, bâillonnés et forcés de porter un masque à Guantanamo.

des forces de sécurité et nos équipes de sécurité nationale pour essayer de faire face ».

Les responsables des tortures, du niveau gouvernemental jusqu'aux exécutants,

peuvent donc être tranquilles. Et leurs successeurs n'auront pas trop à s'inquiéter. La barbarie a encore de beaux jours devant elle.

Lucien DÉTROIT

• Portugal

Une faillite bancaire évitée de justesse... jusqu'à quand ?

Vendredi 1^{er} août, l'action de la banque Espirito Santo a chuté de plus de 40 % à la Bourse de Lisbonne. Au cours du week-end qui a suivi, les autorités portugaises se sont inquiétées pour finalement dégager 4,4 milliards d'euros au profit de la banque !

Cette somme, l'État portugais, lui-même très endetté, la prend dans l'enveloppe de 12 milliards mis à sa disposition par l'Union européenne en 2011, précisément pour sauver le pays de la faillite. L'argent public ne le reste donc pas très longtemps et va renflouer la plus grande banque privée du pays.

C'est pourtant au nom de cette « aide » européenne que les gouvernements portugais ont mené et mènent encore

une guerre sociale à la population, en lui imposant des plans d'austérité à répétition. Mais ce qui est imposé aux classes populaires ne l'est pas aux capitalistes. Quand leur système financier est en danger, les politiciens à leur service, aujourd'hui au Portugal comme en 2008 dans bien d'autres pays, ne veulent plus entendre parler de dette, d'équilibre budgétaire et autres réductions des déficits. Ils mettent tout simplement à disposition de la grande

bourgeoisie toutes les richesses disponibles, qui sont pourtant le fruit du travail de millions de salariés et des privations des retraités, et des chômeurs.

La banque Espirito Santo possède pour 80 milliards d'euros d'actifs – l'équivalent de la moitié du PIB du Portugal – dont une partie est pourrie. Mais parce que les banques, comme toutes les entreprises capitalistes, cachent aux États et à leurs concurrents l'état réel de leurs comptes, personne ne sait aujourd'hui quels sont les actifs pourris ni où ils se trouvent. Maintenant la question se pose de savoir si les 4,4 milliards d'euros que le Portugal

vient d'injecter dans le système bancaire seront suffisants pour arrêter cette crise, même provisoirement, avant qu'elle ne se propage à d'autres banques et d'autres pays ; ou si le cantonnement des actifs pourris dans une structure créée spécialement pour les isoler sera efficace.

Ce que l'on sait en revanche, c'est que la grande bourgeoisie spéculait à tout-va, investit ses milliards dans un système financier fou, qui lui rapporte plus que la production, même s'il saigne les populations et menace d'exploser à tout instant.

L. D.

• Scolarisation des enfants

Certains sont moins égaux que d'autres

Selon une enquête menée par une ONG en France, la moitié des enfants roms ne seraient pas scolarisés et dans 60 % des cas, c'est parce que les municipalités refusent de les inscrire à l'école.

En principe, l'école publique est ouverte à tous les enfants âgés de 6 à 16 ans résidant sur le territoire, indépendamment de leur nationalité, et du fait que les parents aient ou non des titres de séjour en règle. Il leur suffit juste de présenter une

pièce d'identité. Mais certaines municipalités demandent en plus un certificat de domicile, ce qui est totalement illégal. En outre, comme beaucoup de Roms vivent dans des bidonvilles, ils sont dans l'incapacité de fournir un tel document. D'autres municipalités se retranchent derrière le fait qu'à cause des expulsions, les enfants arrivent en cours d'année scolaire, parfois en nombre important, alors que les classes ont fait le plein d'élèves. Dans

d'autres cas, l'argument avancé est la mauvaise connaissance du français des enfants roms, ainsi que leur retard scolaire, qui nécessiteraient des classes adaptées qu'elles n'ont pas.

Si des municipalités se permettent de fouler aux pieds le droit de tous les enfants à la scolarisation, c'est bien parce qu'elles se sentent soutenues par l'État qui, en premier lieu, ne leur donne pas les moyens nécessaires. Mais surtout, la responsabilité en incombe au

gouvernement prétendument socialiste qui a amplifié la politique initiée par Sarkozy, accélérant le démantèlement de leurs camps sans leur proposer en échange les logements pourtant promis.

Ballottés de ville en ville au rythme des démantèlements de leurs camps, et ce plusieurs fois dans une année, comment les enfants roms pourraient-ils avoir une scolarité suivie ?

Marianne LAMIRAL

• Montreuil – Bagnole Le collectif Bara contre les expulsions

Vendredi 1^{er} août, accédant à la demande du propriétaire, la multinationale Emerson, la police a expulsé plus de 200 Maliens qui squattaient un immeuble inoccupé depuis des années à Bagnole, en Seine-Saint-Denis. Depuis, ils campent devant la mairie de la ville, réclamant qu'on leur trouve un local.

Ces travailleurs migrants font partie du Collectif des Bara qui s'est constitué dans la ville voisine de Montreuil. Il s'agit majoritairement de jeunes Maliens qui, comme d'autres, ont été contraints de migrer, souvent au péril de leur vie, afin d'assurer à leur famille et à eux-mêmes un avenir meilleur. Ils ont vécu des années en Libye, puis après l'intervention française et la chute de Kadhafi, ils ont subi une véritable chasse à l'homme et ont dû fuir en Espagne ou en Italie, avant d'en être chassés à nouveau par la crise économique et le chômage.

À Montreuil, ville où réside une importante communauté malienne, ces travailleurs vivent depuis des années dans des foyers d'hébergement d'urgence, dans la rue et dans des squats. Deux jeunes sont morts le premier hiver. En mai 2013, plus de deux cents d'entre eux avaient été expulsés d'un bâtiment, rue Rapatel, pourtant vide depuis des années. Depuis octobre 2013, d'autres expulsions ont eu lieu. Des familles sont à la rue à la Porte de Montreuil : une trentaine de familles, dont des enfants et des femmes enceintes, ont été expulsées du squat rue Girard et d'un immeuble du quartier populaire de La Noue.

Dans un autre squat, au 50 de la rue Wilson à Montreuil, l'association « Pour la recherche médicale » a obtenu elle aussi une expulsion imminente. Les membres du collectif sont mobilisés et déterminés à obtenir le droit au logement pour tous les migrants expulsés ou en attente d'expulsion, ainsi que leur régularisation.

Correspondant LO